

USUNIER, Jean-Claude et VERNA, Gérard. *La Grande Triche. Éthique, corruption et affaires internationales*. Paris, La Découverte, 1994, 219p.

Hélène Pellerin

Volume 26, numéro 3, 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703497ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703497ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Pellerin, H. (1995). Compte rendu de [USUNIER, Jean-Claude et VERNA, Gérard. *La Grande Triche. Éthique, corruption et affaires internationales*. Paris, La Découverte, 1994, 219p.] *Études internationales*, 26(3), 608–610.
<https://doi.org/10.7202/703497ar>

La Grande Triche. Éthique, corruption et affaires internationales.

USUNIER, Jean-Claude et VERNA, Gérard. Paris, La Découverte, 1994, 219p.

La corruption n'est pas que l'affaire des dictatures, elle existe à petite et à grande échelle partout où des combines peuvent être organisées et recevoir l'appui d'entrepreneurs, de politiciens et de fonctionnaires. Vue sous son vrai jour, la corruption revêt un caractère systémique. Mais les auteurs ont d'autres ambitions que de seulement présenter voire dénoncer les diverses formes de corruption ; ils cherchent à montrer comment la corruption, dans certains cas, est tellement immiscée dans les pratiques sociales qu'elle devient légitime. Dans de telles circonstances, les auteurs suggèrent l'adaptation des règlements existants aux réalités et besoins nouveaux. Outre la compréhension du phénomène dans ses multiples dimensions, les auteurs ont un double objectif : d'une part développer les moyens de distinguer entre les activités légitimes et illégitimes et, d'autre part, trouver des moyens efficaces de mettre un terme à la corruption illégitime, au manque à l'éthique, à la gan-gre qui détruit le tissu social.

Leurs conclusions auraient été plus convaincantes si les auteurs avaient intégré l'analyse à l'information factuelle des divers types de corruption. À l'inverse, ils ont préféré laisser l'analyse pour la fin, pour traiter dans une première partie, de façon presque journalistique, cinq formes de corruption. Dans un premier chapitre, c'est le secteur des travaux publics en France qui est pointé du

doigt. Les auteurs ont choisi quelques cas individuels pour illustrer la façon dont les règlements concernant l'obtention de contrats et de marchés ou la contribution fiscale des entreprises sont détournés soit par abus de pouvoir, l'appât du gain, ou pour plus d'efficacité. Les auteurs concluent que les délits en la matière peuvent s'expliquer dans certains cas par l'inadéquation des règlements bureaucratiques qui ne sont pas adaptés aux réalités de l'heure. Dans d'autres cas par contre, c'est la soif du pouvoir et de l'argent qui mène les entreprises ou certains individus à tricher. Le deuxième chapitre porte sur la corruption dans les activités commerciales internationales. Les États récemment décolonisés sont particulièrement visés ici, puisque la corruption à l'échelle internationale est souvent reliée aux grands contrats qui les unissent aux entreprises et à certains dirigeants des anciennes métropoles. Ce genre de magouille tend à se maintenir et se systématiser lorsqu'elle profite à plusieurs intervenants, et notamment lorsqu'elle est sanctifiée pour « raison d'État » ou l'intérêt supérieur de la nation, associé trop souvent à celui des grandes compagnies dans les pays industrialisés ou de ses dirigeants dans les pays sous-développés. Compte tenu de la nature tentaculaire de ce genre de corruption, son contrôle est difficile, d'autant plus qu'elle répond souvent à des besoins réels et légitimes. Au chapitre trois, la catastrophe de Bhopal sert à illustrer les effets néfastes de la tricherie et du manque d'éthique lorsque ceux-ci mènent non pas à des actions condamnables, mais plutôt à l'inaction et la négligence. On apprend que la filiale indienne de l'Union Carbide Corporation (ucc),

l'Union Carbide India Limited (UCIL), avait de très bonnes relations avec les dirigeants locaux, ce qui explique en partie les décisions inconsidérées relatives à l'emplacement de l'usine de Bhopal tout près d'une agglomération urbaine, ou quant à la décision de sabrer dans les dépenses d'exploitation de l'usine pour faire face à son déficit croissant. L'UCC de son côté est restée passive devant les risques imminents alors qu'elle aurait pu faire bénéficier de son savoir-faire la filiale indienne notamment concernant les mesures d'entretien et de sécurité. Quant aux pouvoirs politiques locaux, bien qu'il soit difficile d'établir avec certitude leur ignorance ou leur cynisme, ils ont certainement fait preuve d'une certaine complicité passive dans cette catastrophe.

Le cas de la contrebande, faisant l'objet du chapitre quatre, en est un où les activités, les produits et les conséquences économiques et sociales varient le plus. Les auteurs répertorient les diverses formes de contrebande, cherchant par là à faire apparaître les liens entre l'économie officielle et souterraine. Dans certains cas, la distance entre la légitimité et la légalité des pratiques est énorme et fait preuve d'inadaptation; par contre, les cas de contrebande enfreignant des normes de sécurité ou de santé publique et environnementale sont clairement condamnables. Le dernier chapitre de cette section porte sur la BCCI (Bank of Credit & Commerce International), et là encore on a fait face non pas à un complot mais à la complicité de riches financiers, de banques privées, de services secrets telle la CIA, qui devaient tous avoir une assez bonne idée des activités de cette

banque, mais qui n'ont rien fait pour y mettre un frein avant qu'il ne soit trop tard. Cette banque, qui devait servir les intérêts des pays pauvres, a financé plusieurs opérations clandestines, du recyclage de l'argent de la drogue, en passant par l'Irangate, jusqu'aux prêts douteux consentis à des clients privilégiés. La faillite de la BCCI a coûté très cher aux petits épargnants qui s'étaient fait prendre par l'image de respectabilité de cette banque d'envergure internationale.

Les deux derniers chapitres, de loin les plus intéressants du point de vue analytique, proposent un modèle situant la corruption par rapport au système légal et celui des valeurs des sociétés contemporaines, avec des conclusions précises sur la façon d'y faire face. De cette typologie dynamique, qui demeure trop près du cas français, la légalité d'une activité est, dans son essence, tributaire d'un contexte culturel particulier, d'où le caractère souvent arbitraire des lois qui ne reflètent plus la composition culturelle d'une société. Le critère de la légitimité est celui que préfèrent les auteurs, car plus près des véritables fondements d'un système judiciaire efficace. Ce qui est juste et équitable est éminemment social et les critères de légalité devraient y être adaptés. À l'avenir, de nouvelles zones de légalité et d'illégalité devraient donc apparaître faisant référence à ces activités qui sont de plus en plus légitimes et de moins en moins tolérées. La dichotomie légalité-légitimité permet d'aller au-delà des considérations de rentabilité économique – argument favori de plusieurs économistes libéraux/libertaires – ou encore de celles relatives au respect de l'ordre établi,

chères aux esprits conservateurs. L'analyse permet par ailleurs de concevoir des mesures correctives qui diffèrent soit formellement, soit substantiellement, des réponses traditionnelles. C'est dans le dernier chapitre que les mesures anticorruption et leur relative efficacité sont discutées. Six sont retenues : l'information, qui doit être juste et honnête pour être efficace ; la poursuite judiciaire, lorsqu'elle peut se distancier du pouvoir législatif ; l'adoption de lois et règlements à condition qu'ils soient adaptés au tissu social ; et la coopération internationale. C'est au niveau des dernières mesures que les auteurs font preuve d'originalité. D'une part, ils insistent pour moraliser la vie publique, en empêchant la « désagrégation du sens commun [...] la gangrène qui casse la relation de réciprocité fondant la morale sociale » (p. 208). Et d'autre part, ils accordent une place importante aux citoyens dans ce processus de moralisation, notamment par le biais d'organisations, non gouvernementales chargées d'examiner le fonctionnement des gouvernements ou des entreprises. Cette prise en charge par les citoyens permettrait, selon les auteurs, d'éviter le piège d'un pouvoir tyrannique, ou le mythe du marché auto-régulateur, l'un et l'autre ayant des conséquences sociales souvent dévastatrices.

Cet ouvrage sur la corruption dans ses diverses formes est utile pour familiariser les observateurs à la « véridique nature des relations économiques internationales dans leur ensemble » (p. 148). Mais on se prend à regretter la structure de l'ouvrage, trop près d'une couverture journalistique, par la prééminence accordée aux di-

verses formes de corruption et aux acteurs impliqués, et par l'insuffisance des sources analytiques ou historiques utilisées.

Hélène PELLERIN

*Département de science politique
Collège universitaire Glendon, Université York,
Toronto*

CONFLITS ET MAINTIEN DE LA PAIX

Enforcing Restraint, Collective Intervention in Internal Conflicts.

DAMOSCH, Lori Fisler, (sous la
direction de). New York, Council on
Foreign Relations Press, 1993, 403p.

Agir ou ne pas agir ? C'est ce que les États d'aujourd'hui, pris dans le corset onusien ou de leur propre gré, se demandent. L'intervention collective dans les conflits internes est le thème de ce collectif rédigé par un groupe de praticiens et de juristes sous la direction de Lori F. Damrosch. L'ouvrage rapporte les résultats d'une réflexion engagée par le Council on Foreign Relations, une organisation américaine non gouvernementale, lors d'une série de séminaires. Il compte six études de cas (Yougoslavie, Irak, Haïti, Libéria, Somalie et Cambodge) ainsi que deux essais, l'un portant sur l'impact des sanctions économiques sur les populations civiles et l'autre étant une réflexion sur la légitimation des interventions collectives.

Les divers chapitres de l'ouvrage sont de qualité inégale. La préface signée par Max Kapelman, délégué américain à la CSCE, avait pourtant bien établi les paramètres de la discussion : le contexte de l'après-guerre froide entraîne un changement dans les nor-